



Cercle des Réseaux Européens

Déjeuner avec Stéphane Séjourné,

Député européen et chef de la délégation
Renaissance

11 octobre 2019

Le 11 octobre, le Cercle des réseaux européens a eu l'honneur d'accueillir Stéphane Séjourné qui a décrypté les éléments majeurs permettant d'appréhender les nouveaux équilibres politiques au sein d'un Parlement européen profondément transformé mais au sein duquel les logiques traditionnelles du duopole PPE/S&D perdurent.

Renew Europe : au centre de l'échiquier

Le pari initial de LREM était de créer une recomposition politique avec, pour centre de gravité, des députés europhiles. Ce pari peut être aujourd'hui considéré comme un **succès** : le nouveau groupe centriste au Parlement européen est composé de 108 députés, a changé de nom (Renew Europe), et revoit sa doctrine pour donner davantage d'importance à certaines thématiques comme la santé et l'environnement, avec une nouvelle tonalité politique. Dans le cadre de la reconfiguration des équilibres du Parlement européen, le groupe **Renew Europe est central**.

Néanmoins, constatant l'absence de députés issus de certains Etats membres, Stéphane Séjourné souhaiterait que le groupe Renew devienne le plus représentatif possible des citoyens européens, notamment des Grecques, des Portugais ou encore des Italiens. A ce titre, l'un des débats internes au groupe concerne actuellement les **critères d'adhésion de nouvelles délégations**.

Le groupe Renew Europe construit actuellement sa cohésion en travaillant en groupes de travail thématiques sur les grands sujets du mandat. C'est un enjeu essentiel pour que les directives de vote soient bien suivies.

Renew Europe a travaillé sur un **contrat de coalition** avec les autres formations pro-européennes au moment de la mise en place du Parlement. Des bases ont été posées même si politiquement le document n'a pas été validé. Il servira de référentiel dans les futurs débats.

La délégation Renaissance

Numériquement, il s'agit de la première délégation française dans un groupe politique pro-européen au Parlement européen. La délégation française est incontournable au sein de Renew, ce qui est une chance mais aussi un défi.

La délégation française entend travailler avec les parties prenantes et les députés sont totalement ouverts à les rencontrer pour comprendre les attentes et les enjeux. A cet égard des règles de transparence ont été établies avec la publication des rendez-vous sur le site personnel des députés ainsi que sur le site de l'institution. **La délégation est composée de personnalités complémentaires, et couvre tous les sujets et commissions parlementaires. Chaque thématique peut donc passer par la délégation française du groupe Renew Europe.**

L'ordre de priorités de la délégation Renaissance correspond à ce qui a été développé dans le programme électoral. Deux priorités principales sont au cœur des travaux : d'une part **l'environnement, avec notamment les travaux sur la future banque du climat**. La question de l'évolution des investissements est un débat de fond, qui nécessite une approche pragmatique afin d'avoir des premiers résultats avant les élections de 2022. D'autre part **la question économique** avec l'intégration de la zone euro, les discussions budgétaires et les ressources propres. La délégation française travaillera pour pousser ces sujets sur l'agenda parlementaire.

Le portefeuille du marché intérieur en question

Concernant le portefeuille de Commissaire visé par la France, la politisation devenue plus importante au sein du Parlement européen change les règles habituelles. Les groupes politiques peuvent désormais faire pression sur la Présidente de la Commission pour modifier des portefeuilles ou redéfinir la composition du Collège des Commissaires.

Dans ce contexte, la difficulté pour les autorités françaises sera de proposer quelqu'un qui ait les compétences correspondant au portefeuille qui était destiné à Sylvie Goulard. Alors qu'il existe un risque de

Le Brexit

L'issue du Brexit est actuellement imprévisible. Cependant, dans le cas d'un nouveau report, la Commission devra accueillir un Commissaire Britannique car les Traités obligent le Parlement européen à voter un Collège des Commissaires comprenant toutes les nationalités de l'UE.

Ainsi, en cas de nouveau report, se posera la question du portefeuille qui sera attribué au Commissaire britannique. Mais cette situation n'est pas parfaite et provoquerait un débat sans précédent au Parlement européen : **beaucoup de députés ont déjà laissé entendre qu'ils rejeteront tout candidat britannique.**

Le travail sur la création des intergroupes

La liste des intergroupes sera prochainement envoyée par les délégations nationales aux bureaux des groupes politiques.

La délégation Renaissance se basera sur les volontés de ses membres (souhaits de rejoindre un intergroupe, de le soutenir, ou de le créer) puis définira des priorités avant d'envoyer une liste consolidée au groupe Renew Europe.

Le droit de la concurrence

Le droit de la concurrence a été très attaqué pendant les élections, autour du constat qu'il n'est plus adapté aux réalités économiques actuelles de la concurrence mondiale. Si les résultats de la politique menée a été positive pour les consommateurs européens, beaucoup appellent un changement de paradigme.

Ses règles représentent parfois un obstacle à la constitutions géants économiques européens. **Il y a donc besoin d'une mise à jour du cadre réglementaire dans certains domaines, parmi lesquels l'industrie, la croissance et l'antitrust.**

Mais ce débat est très franco-allemand et les autres Etats membres ou députés d'autres nationalités ont moins d'appétence pour une révision des règles de concurrence.

redécoupage de certaines parties du portefeuille relatif au Marché intérieur, que beaucoup jugent surdimensionné, la France tient à ce que ce dernier reste intact.

Une coopération PPE / S&D toujours forte

La logique de coalition entre le PPE et le S&D n'a pas disparue alors même qu'il est nécessaire de rallier d'autres groupes pour atteindre une majorité. Une **culture d'entente subsiste** entre les deux groupes..

Les grands enjeux structurant

La Commission européenne porte une forte ambition politique inspirée notamment par les propositions françaises. Les défis sont nombreux, de la définition de standards internationaux par exemple en matière de taxonomie, au passage à la majorité qualifiée pour avancer sur les questions de fiscalité, aux ressorts pour une politique industrielle audacieuse qui porte les acteurs économiques tout en assurant la transition énergétique, de la souveraineté technologique à l'Europe puissance ... Le souci de la délégation Renaissance est d'atteindre des résultats positifs dès la mi-mandat afin que ceux-ci participent au bilan européen des élections de 2022.